



La crise asiatique : a causé la crise du sud est asiatique instabilité dans la zone de l'Asie Orientale ?

Mémoire de géopolitique  
du Capitaine de Vaisseau Cesar SALAZAR COLL  
(Venezuela)  
dans le cadre de l'étude dirigée :  
« Géopolitique de l'Asie orientale »

Sous la direction de

Madame NIQUET Valérie  
Professeur universitaire  
Directeur de recherches à l'Institut des Relations Internationales et  
Stratégiques (IRIS)

Mars 2004

## FICHE DE PRESENTATION

- 1 Titre du mémoire : La crise asiatique : a causé la crise du sud est asiatique instabilité dans la zone de l'Asie Orientale ?
- 2 Capitaine de Vaisseau Cesar SALAZAR COLL (Venezuela).
- 3 31 mars 2004
- 4 Division C, groupe C4
- 5 Mémoire de géopolitique
- 6 **RESUME** : Pendant la crise asiatique de 1997, de nombreux changements sont produits dans les pays de l'Asie Orientale et dans d'autres pays qui ont des intérêts particuliers dans la zone. Les changements substantiels ont mis en évidence les causes bonnes relations qui prévalaient dans la région et dont le but était de préserver le développement économique de la région. Tous ces changements politiques et économiques accélèrent la modernisation des forces armées de quelques pays ce qui produit des changements dans la redistribution des équilibres des forces dans la région. Celle-ci est caractérisée par ; des semblants de replis stratégiques de la part des deux puissances anciennement dominantes, d'une modernisation et renforcement de l'arsenal et des structures militaires chinoises ainsi qu'une sorte de course à l'armement, discrète ou manifeste de la part d'autres pays dont la position stratégique est sensible.
- 7 Mots clés: Asie Orientale, Crise du sud est asiatique.

## SOMMAIRE

### Partie I :

#### La crise du sud-est asiatique et les bouleversement dans les rapports régionaux.

Les accords régionaux développe - sécurité  
Les deux alternatives crises ou la dissolution

### Partie II :

Les rapports de force régionaux

La Russie et les Etats-Unis  
Rénovation des équipements militaires par la chine  
Armements dans d'autres pays

La crise asiatique : a causé la crise du sud est asiatique instabilité dans la zone  
de l'Asie Orientale ?

Table des matières

Introduction	1
Premier partie : La crise du sud-est asiatique et les bouleversement dans les rapports régionaux.	3
1.1 Les accords régionaux développe - sécurité	3
1.1.1 L'économie japonaise	3
1.1.2 Apparition de l'ASEAN comme un outil	6
1.2 Les deux alternatives crises ou la dissolution	9
1.2.1 La crise économique et sociale suite à la crise financière	9
1.2.2 La crise et ses influences sur le système politique de quelques pays de la région	13
1.2.3 Comportement des alliances	15
Deuxième partie: Les rapports de force régionaux	18
2.1 La Russie et les Etats-Unis	18
2.1.1 La Russie et ses replis stratégiques.	18
2.1.2 Réduction des dépenses militaires aux Etats-Unis.	19
2.2 Rénovation des équipements militaires par la chine	20
2.2.1 Projets des missiles et de la force nucléaire	20
2.2.2 La Marine de Guerre comme priorité de développement.	21
2.2.3 Forces aériennes et terrestres	22
2.3 Armements dans d'autres pays	24
2.3.1 Les pays de l'ASEAN	24
2.3.2 Taiwan	26
2.3.3 Le Japon une ascension militaire silencieuse	27
2.3.4 Développement des missiles par la Corée du Nord	28
3 – Conclusion	30
4- Bibliographie	32

## INTRODUCTION

La crise financière de l'Asie Orientale, qu'a explosé avec la dévaluation du BAHT Thaïlandais le 2 juillet 1997<sup>1</sup>, a laissé abasourdis non seulement les investisseurs et les créanciers de la région, mais aussi des académiciens et des économistes des principales organisations Internationales. Ses conséquences ainsi que ses origines sont multiples et de natures diverses. Les réalisations de croissance soutenu avec équité préalables à la crise, ont été réelles ; à tel point que les politiques développées par les pays étaient prises comme exemple de ce qui devrait être fait. Le modèle Asiatique à succès, avait été mesuré tant par les résultats économiques, comme par des avancées dans le domaine social. La réduction de la pauvreté, les hauts niveaux d'éducation et une distribution relativement égalitaire des recettes, elles sont un preuves claires. Avant 1997, les pays du sud-est asiatique étaient présentés comme un exemple sans pareil de croissance économique. Les experts économiques renommés pronostiquaient une croissance qui devait se maintenir loin dans le prochain millénaire.<sup>2</sup> Les économies considérées miraculeuses ont éprouvé un capotage spectaculaire et on a ainsi produit entre les manifestations de la crise une abrupte sortie de capitaux de la région, la dépréciation des monnaies et les contractions du P.I.B.

L'étude qu'on se propose de mener dans ce mémoire aborde l'Asie Orientale. La grande diversité de cette zone prime dans beaucoup de domaines :

Une diversité de la nature, caractérisée par une grande variété climatique, topographique, végétale...etc, qui diffèrent beaucoup entre le Nord et le Sud (la Sibérie et l'Indonésie).

Une diversité religieuse : Le Bouddhisme, le Christianisme, l'Islam et d'autres cultes avec des variantes différentes pour chacun d'entre eux.

Une diversité politique où coexistent démocratie ( Japon, Taiwan), autocratie( Chine, Corée du Nord et Vietnam) en passant par des démocraties en développement( Singapour et Thaïlande), des dictatures molles( Malaisie) ou encore des dictatures à l'idéologie peu précise( Birmanie).

Une diversité économique très importante, si l'on compare les rapports des produits intérieurs bruts par habitant des pays de la région ( Japon 41000\$, le Cambodge 300\$), on constate que certains pays sont cent fois plus riches que d'autres avec toute une gamme intermédiaire.

Finalement cette zone est profondément instable pour des raisons diverses que la guerre froide avait figées pendant plus de quarante ans et que sa fin transforme en menaces ou en conflits.

---

<sup>1</sup> RAILLON François, La crise asiatique une victoire pour l'Amérique, Revue Futurisible, 231, 1998, p. 63

<sup>2</sup> MONIER Claude, Défense dans le Monde, Défense Nationale, 2000, p. 164

La Chine avec le peu de moyens dont elle disposait et la menace soviétique qui la préoccupait, ne pouvait exprimer ses ambitions de puissance sur la région. Sa croissance économique des dernières années, ainsi que la modernisation de ses armements la libèrent de cette réserve.

La crise financière asiatique qui a éclaté l'été 1997 et la situation politique et sociale qu'elle a engendrée dans les pays les plus touchés, a éveillé quelques velléités territoriales notamment en mer de Chine. Ces problèmes sont exacerbés par le manque de système de sécurité collective, laissant régner une logique d'équilibre de force entraînant une course acharnée à l'armement. Les structures de concertations existantes ont montré leurs limites.

L'équilibre régional est assuré par une puissance étrangère, les Etats-Unis. Il en découle alors un jeu d'alliances et de politiques étrangères très complexe et bien souvent ambigu.

Quels sont les tenants et les aboutissants de cette situation ? Quelle vision chacune des puissances s'en fait-elle ? Dans quelle mesure le statu quo pourra-t-il être maintenu ? Quels sont les facteurs qui pourraient dégrader cette situation ?

Pour examiner ces questions, nous nous proposons dans un premier temps de comprendre la situation générale dans les rapports régionaux et des répercussions de la crise asiatique sur la stabilité de la région ensuite, d'analyser l'équilibre des forces et essayer de placer dans ce contexte les repositionnements des puissances influentes face à ces développements.

## Partie I : La crise du sud-est asiatique et les bouleversement dans les rapports régionaux.

### 1.1 Accords régionaux développe – sécurité

L'accord du Japon avec les Américains apparaît comme une nécessité très convenaient du Japon après la seconde guerre mondiale. Pour ce moment c'était le Japon affaibli par la guerre qui avait besoin d'un appui pour pouvoir être maintenu dans une zone tellement conflictuelle, il est par ceci qu'il garantisse sa sécurité avec les Américains d'une manière très discrètement et parallèlement il développe un grand potentiel économique, sa consigne était Développement- Sécurité. Dans cette partie nous étudierons le cas du Japon du point de vue économique et continuerons à aborder l'ASEAN depuis ses débuts jusqu'à ses dernières activités dans la zone.

#### 1.1.1 L'économie japonaise

Les effets de la guerre sont clairement reflétés au Japon, une nation affaiblie à laquelle ne l'est pas resté autre alternative que accepter le contrôle des Américains pendant six années Le Général Douglas Mac Arthur, était chargé par le président Harry Truman, de restructurer ce pays. Il a alors entrepris diverses réformes dans les domaines ; politique, social et économique<sup>3</sup>. Il dota le pays d'une nouvelle constitution libérale –sur mesure- dès 1946. Celle-ci érige en droit la liberté de réunion, de parole et de religion. Pour les ouvriers, elle garantit la liberté à s'organiser en syndicats et à faire grève. Les femmes ont vu leurs libertés s'élargir (droit au vote). Il dissout les deux ministères ayant supporté l'effort de la guerre : les ministères de la guerre et de la marine. Il démobilise plus de 6 millions d'hommes, puis s'attaque au potentiel et matériel militaire : les stocks sont détruits et les usines d'armement commencent à être démantelées. Les grandes familles ayant dirigé les groupes industriels ou « Zaibatsu » sont évincées. Enfin, l'administration est épurée en écartant environ 200 000 personnes des postes de responsabilités.

Il est après 1947 qui extraient à nouveau les activités industrielles d'armement, au travers de l'opération « Roll up ». Celle-ci consiste pour Mc Arthur à rapatrier au Japon tous les matériels militaires déployés lors de la seconde guerre mondiale, pour les reconditionner en vue d'un éventuel affrontement avec les pays communistes, surtout après le Traité d'alliance entre l'Union Soviétique et la Chine en 1950. L'envahissement de la Corée par le Nord marque le début d'une période de tension qui était à l'origine de la reconstitution de la capacité industrielle militaire du Japon. En fait, c'est l'économie japonaise tout entière qui redémarre. Cette situation transforme le pays en un vaste chantier travaillant au profit des troupes américaines qui combattent en Corée.

---

<sup>3</sup> POSTEL-VINAY Karoline, Le Japon et la nouvelle Asie, Presses de Sciences, Po.,p.72

Officiellement le Japon après six années reconstruit sa souveraineté (sous des conditions) avec la signature du traité de paix de San Francisco dans l'année 1951 lequel n'a pas été signé par l'Union Soviétique, l'Inde et la Chine. Le Japon se consacre alors à sa reconstruction économique sous la protection américaine. En contre partie il autorise le stationnement des forces américaines sur son territoire et renonce à l'emploi de ses forces armées. Il renonce en outre à ses annexions en l'occurrence la Corée, Formose et les Kouriles. Même au prix de ces concessions, cet accord n'était pas pour lui déplaire. La situation régionale ne manquait pas d'effervescence et le Japon était trop essoufflé pour faire face à un conflit régional. En plus, par ce Traité, il assure la sécurité -par les Américains- des routes maritimes de ravitaillement et de commerce extérieur, traversant des régions de conflits permanents.

Les Etats-Unis quant à eux, veulent par ce Traité s'assurer de leur contrôle sur cette partie du monde face à l'ennemi communiste pour lui verrouiller le pacifique et s'aménager en cas de conflit un théâtre périphérique.

Entre 1952 et 1957, le Japon a procédé à sa stabilisation politique en regroupant au sein du Parti Libéral Démocratique(PLD), des tendances conservatrices face au Parti Socialiste Japonais(PSJ)<sup>4</sup>.

Dans la période 1962 et 1972, devenant la troisième puissance économique mondiale, le Japon progresse au rythme le plus élevé de son histoire, doublant son PNB tous les cinq ans. Cette "décennie du miracle économique", malgré une croissance irrégulière, semble faire du Japon une société formée d'une seule classe moyenne, avec un taux d'épargne exceptionnellement élevé. Mais la relation traditionnelle entre les trois pôles du pouvoir japonais, PLD, milieux d'affaires et haute Administration, se modifie sensiblement avec l'émergence d'entreprises moins liées à l'Administration, spécifiquement au MITI.

La croissance suscite toutefois des déséquilibres environnementaux, urbanistiques, (un tiers de la population vit sur 1 % du territoire) ou relatifs à la protection sociale. En réaction, se développent une critique du modernisme et l'exacerbation de la fierté nationale. La contestation, au plan électoral, se traduit par une érosion constante du PLD, l'apparition de mouvements féministes luttant contre la discrimination entre les sexes ainsi que des mouvements étudiants prêchant des valeurs traditionnelles. On assiste par ailleurs à la montée en puissance des groupes de pression comme la Ligue des PME et les coopératives agricoles.

La proximité du Japon aux Américains inquiète à ses voisins et ceci le préoccupe à la nation raison par laquelle il décide d'approfondir ses relations avec la Chine. La période se caractérise plus généralement par l'essor d'une "Diplomatie tous azimuts", sous-tendue par les intérêts économiques bilatéraux. En Asie, le Japon tente d'améliorer une image ternie par le souvenir du Japon militariste et expansionniste de la période 1931 -1945, en instituant un système de réparations, puis en octroyant une aide publique au développement (APD) croissante. La normalisation des relations avec la Corée du Sud, dans un contexte de montée du péril communiste en Asie, est opérée en 1965.

A partir de 1972, le Japon traverse une crise commerciale due à une limitation « consentie » de ses exportations vers les Etats-Unis, mais aussi, à la crise inflationniste induite par le premier choc pétrolier. Ses importations du pétrole du moyen-oriental sont de 78%. Ceci se traduit par une crise politique interne, doublée d'un sentiment d'insécurité extérieure, lorsque le Japon n'est informé que quelques heures à l'avance de la visite de Nixon à Pékin.

Le rétablissement économique s'opère à partir de 1975 et il est spectaculaire. Il s'appuie sur une politique d'économies d'énergie qui, à long terme, fait du Japon le pays à l'industrie la plus économe en énergie du Monde.<sup>5</sup>

La politique extérieure du Japon se caractérise à cette période par un relatif début d'autonomie à l'égard des Etats-Unis. La preuve en est, qu'après le premier choc pétrolier, le Japon adopte officiellement les thèses arabes à l'égard d'Israël. Il élargit sa vision géopolitique au bassin Pacifique, maintenant un équilibre entre l'ASEAN - à l'origine très réservée à son égard- et l'Indochine communiste. Il entretient à un moment donné, des relations très amicales avec la Chine populaire : Un traité de paix et d'amitié signé en 1978 comprend une clause anti- hégémonique dirigée explicitement contre l'URSS. Mais la guerre sino-vietnamienne de 1979 refroidit ces relations et, face à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique, le Japon réaffirme son appartenance au camp occidental : La politique extérieure reste inscrite dans un cadre d'action multilatéral.

Le gouvernement s'est fait accompagner "d'une réforme administrative", consistante à la privatisation d'une partie des services publics, à la plus grande lutte contre le déficit, à la révision à la baisse du système d'aide sociale, à la dénonciation "des privilèges excessifs des fonctionnaires", à la modernisation et à la rationalisation de l'administration, avec ceci le gouvernement a obtenu sa stabilisation par plus de cinq années. Un neonationalisme caractérisé s'est apparu, en particulier, par le dépassement officiel de la limite maximale de de 1% du PNB consacré jusqu'alors à la défense nationale. Le rétablissement économique se traduit par un excédent record de sa balance commerciale évaluée à 96 milliards \$ en 1987 ; à partir de cette date, la réévaluation du yen fait obstacle à une hausse continue de ces excédents. Le pays est devenu la première puissance financière mondiale et, à partir de 1988, les dix premières banques mondiales sont japonaises

Ces succès suscitent des réactions anti japonaises en Europe et aux Etats-Unis, dénonçant la fermeture du marché nippon. Le Japon a répondu par l'établissement d'obstacles non tarifaires, et surtout par une politique d'investissements directs à l'étranger très agressive. Mais des difficultés sociales et économiques nouvelles se profilent à la fin des années 1980 : le vieillissement démographique, l'essor de l'économie spéculative aboutissant à la formation d'une bulle qui éclate en 1989, le creusement des inégalités à l'intérieur de la classe moyenne japonaise, l'apparition d'un certain hédonisme, notamment

---

<sup>4</sup> JEHMANN Jean-Pierre, Problèmes Économique ( Une Crise Plurielle), Editeur La Documentation Française. N° 2613. 1999, p. 1

<sup>5</sup> Le Japon, deuxième puissance économique du monde. [www.guerre.rojivaro.host.sk/gegraph/fiches/japon](http://www.guerre.rojivaro.host.sk/gegraph/fiches/japon)

dans la jeunesse, à contre-courant de l'éthique traditionnelle du travail. En même temps il s'opère une réaction néo-traditionaliste dans une partie de la population. Des évolutions sont également perceptibles dans le domaine extérieur. Le Japon semble accepter des responsabilités internationales plus grandes dans le cadre du "Nouvel ordre mondial". Des casques bleus nippons ont ainsi été envoyés au Cambodge puis au Mozambique.

Le deuxième élément caractéristique de l'histoire du développement japonais, a été sa capacité à surmonter les chocs successifs : Guerre froide, tensions sociales de l'après-guerre, chocs pétroliers, le yen fort. Le concept d'harmonie et, sous-jacent, celui d'identification sociale par le groupe, apparaît très prégnant dans la mentalité japonaise, d'où les inquiétudes actuelles face à une progression des inégalités sociales et la montée d'un chômage pourtant encore faible (3,5 %). La relation entretenue avec la période militariste - dont la condamnation n'a jamais été clairement effectuée - est ainsi ambiguë. Ce qui explique les difficultés des autres pays asiatiques à être convaincus par les déclarations japonaises exprimant des regrets pour le rôle joué durant la seconde guerre mondiale, à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire de la fin du conflit. L'opinion publique reste en général hostile aux options militaristes, mais il y a quelques évolutions sur lesquelles on reviendra lors de l'étude du statut d'autodéfense du Japon.

En conclusion, il apparaît que la stabilité du Japon et sa croissance économique, sont le fruit d'un Traité de sécurité dont le bien fondé était la lutte contre le communisme dans une région particulièrement sensible. Ce pays a su tirer grand profit de la situation et a fini par constituer une menace d'une toute autre nature vis à vis de ses protecteurs : la menace économique. L'attitude américaine est très ambiguë face à cette menace et tend par tous les moyens de la neutraliser. A partir des années 90, un harcèlement contre le modèle japonais de développement déconcerte les dirigeants nippons. Confronté à une sérieuse crise économique, le Japon n'a d'autre choix que d'écouter les Américains prêcher la doctrine libérale au risque de mettre en cause sa cohésion sociale.

Le Japon, a constitué pour les pays de l'Asie du Sud-Est un modèle de développement économique qu'ils ont tenté de suivre tant bien que mal. Cependant, il était à l'origine d'un décollage économique fort appréciable qui a séduit beaucoup d'investisseurs et suscité l'admiration de plusieurs pays en voie de développement. Ce décollage s'est opéré au sein d'une association fondée en 1967, au départ à vocation économique et sécuritaire, elle évolue progressivement vers un double objectif : économique et stratégique actif : l'ASEAN.

### 1.1.2 Apparition de l'ASEAN comme un outil

Celle-ci fut créée par la Déclaration de Bangkok le 8 août 1967. Dénommée l'ASEAN, elle regroupe l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie et Singapour. Son but est de renforcer la stabilité économique et sociale et de préserver la sécurité régionale. L'option stratégique choisie est celle de la neutralité de l'Asie du Sud-Est. Elle se traduit dans la Déclaration par un paragraphe concernant les bases étrangères qui ne peuvent être que temporaires et ne doivent pas servir contre un Etat régional.

Cette attitude est due à deux facteurs principaux. Le premier est d'ordre interne et tient compte de toutes les différences des pays membres eux même. Le second est d'ordre externe et dû à la virulence des critiques des pays communistes de la région (l'URSS, la Chine, le Vietnam et la Corée du Nord), à l'égard de cette association, tout comme à l'égard des précédentes. Le choix de la neutralité était judicieux car en 1971, lorsque les Etats-Unis se sont retirés du Vietnam, L'ASEAN changea d'orientation et commence à établir des relations avec ces pays.

La concordance et le traité d'amitié de Bali signés en 1976, marquent un tournant dans la vie de cette institution. Elle fait passer pour la première fois le domaine de la sécurité avant celui de l'économie. Cette Déclaration pose comme principe, la recherche de solutions pacifiques aux différends entre ses membres. Le Traité d'amitié complète cette Déclaration en ouvrant le dialogue aux pays non-membres. Simultanément, l'économie s'ouvre aux grandes puissances.

L'ASEAN consigne une préoccupation pour le début des retraits russes et américaines, elle voit un grand vide stratégique qui peut être occupé par la Chine. En réponse, elle crée l'Asian Regional Forum de l'ASEAN (ARF) en juin 1993 qui lui confère sa vraie dimension sécuritaire régionale. Une année plus tard, elle signe le Traité de Bangkok créant une « zone libre d'armes nucléaires ». En fait, La politique de l'Association est de favoriser le maintien de la sécurité régionale grâce à un réseau de relations très ouvert. C'est ainsi qu'elle a admis au sein de l'ARF, outre ses membres ; le Japon, la Chine, l'Union Européenne et la Russie. L'absence de la Corée du Nord et de Taiwan constitue une lacune en raison des facteurs de crise que représentent ces pays.

L'Association était confrontée à deux questions majeures pour sa sécurité : la crise cambodgienne et les revendications chinoises en mer de Chine du Sud surtout que la Chine connaît un fort réarmement. Dans la crise cambodgienne, l'Association a été guidée par sa ferme opposition au Vietnam qui était considéré comme la menace majeure dans la région. L'Association a pris une part très active à la recherche d'une solution à ce conflit, en dépit des positions parfois très divergentes de ses membres. Elle a acquis à cette occasion une certaine cohésion diplomatique et s'est donnée une image de groupe régional responsable.

Dans un premier temps, le désir de regroupement des pays d'Asie du Sud-Est était un réflexe sécuritaire face à la montée du communisme dans cette région. La protection apportée par les Etats-Unis a amené les pays de l'ASEAN à privilégier la stabilité économique qui leur permettait de prospérer.

La mer de la Chine du Sud est la scène de la deuxième crise. Elle est à la fois complexe et tentaculaire car engageant beaucoup de protagonistes comme cela a été présenté plus haut. Elle constitue un foyer de crise potentielle susceptible d'éclater à tout moment impliquant plusieurs pays de l'ASEAN. L'Association y propose, comme seule réponse, un " code de conduite régional qui mettra en place les fondations d'une stabilité à long terme ". La Chine quant à elle réfute tout dialogue avec ou au sein de l'Association. Elle opte pour des négociations bilatérales entre elle et les pays concernés, qui ne remettent pas en question sa souveraineté sur les territoires contestés. L'éventualité d'une exploitation

commune des ressources naturelles reste admise. Reste à l'ASEAN d'élaborer une diplomatie plus subtile- à défaut d'autres moyens- pour faire accepter à la Chine une cohabitation qui tient compte des intérêts des autres pays.

D'ores et déjà, l'ASEAN a démontré ses limites comme organisation sécuritaire régionale. Il est plus facile de s'entendre avec les partenaires extérieurs de l'ASEAN que de trouver des arrangements entre ses membres.<sup>6</sup> La crise cambodgienne a été réglée grâce à des initiatives essentiellement indonésiennes conjuguées aux efforts français plutôt que par ceux de l'ASEAN comme organisation. Quant à la crise des Archipels, son rôle de médiateur remis en question d'emblée par la Chine, augure de son incapacité à lui trouver des solutions durables. L'Association a également établi de véritables relations extérieures à partir de 1977. Aujourd'hui, elle traite avec 10 partenaires : Australie, Canada, Corée du Sud, Etats-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande, Union européenne, Chine, Inde et Russie. Dans son souci constant d'équilibre, l'accession du Pakistan au statut de partenaire est à l'étude.

Le troisième partenaire commercial l'Union européenne, elle a marqué l'aspect formel de ses relations en procédant à l'échange de représentations. En 1980, un accord de coopération économique a été signé portant sur l'octroi mutuel du statut de la nation la plus favorisée, la protection des investissements et l'accès réciproque à leurs marchés respectifs. Un dialogue politique a accompagné cette première démarche. En 1996, l'ASEAN a pris l'initiative d'un sommet Europe-Asie : Asia-Europa-Meeting (ASEM) à Bangkok pour équilibrer la relation Asie-Etats-Unis. Bien que ces réunions informelles se soient poursuivies (en alternance entre l'Asie et l'Europe), les relations restent troublées par des problèmes comme l'attitude vis-à-vis du Myanmar ou la question de Timor. Les autres relations sont moins fortes. Un dialogue commercial existe avec l'Inde. Des relations " consultatives " sont menées avec la Chine. La Russie est par ailleurs comme les deux précédents, partenaire du dialogue depuis 1996.

La question d'une architecture régionale, touche de très près l'Association. En fait, les deux domaines sont liés par la volonté des Etats-Unis d'élargir le champ de compétence de l'Asie Pacifique Economique Coopération (APEC). Ceux-ci cherchent à persuader leurs partenaires, que la prospérité et l'accroissement des échanges sont les meilleurs gages de stabilité. Cette association pour la coopération économique est, donc, de plus en plus utilisée par les Américains à des fins politiques. Le désir de faire accepter tous les Etats de la façade Pacifique au sein de l'APEC, cherche à déplacer le centre de gravité de l'ASEAN vers les Etats-Unis. L'ASEAN ne serait alors, qu'un membre parmi les autres et n'aurait qu'un poids relatif. C'est ce qu'a exprimé le Premier ministre de Malaisie en refusant de se rendre au sommet de l'APEC à Seattle en 1993. Néanmoins, la région a toujours besoin de l'appui américain pour maintenir la stabilité, en particulier face à la montée en puissance militaire de la Chine.

Le bilan de l'ASEAN en presque 35 ans est assez modeste. Les acquis en matière de sécurité demeurent limités et les divergences à résoudre, nombreuses. L'Association a réussi à maintenir la stabilité dans la zone grâce à son action dans la crise du Cambodge. Elle a su endiguer la tourmente communiste par une politique neutraliste malgré l'opposition des Etats-Unis. Elle est parvenue à

---

<sup>6</sup> BOISSENAU DU RACHER Sophie, L'ASEAN et la construction régional en Asie du Sud-Est, L'Harmattan, Paris 1998

neutraliser la zone par le Traité de Bangkok créant une zone libre d'armes nucléaires. Cependant, elle reste un acteur d'envergure limitée. Son action dans la crise cambodgienne n'a pu être efficace que grâce au relais de la communauté internationale et de l'Union européenne, en particulier. Sa réponse au coup d'état de juillet 1997 reste trop timide pour forcer Hun Sen à respecter les règles de la démocratie. Par ailleurs, la création de l'ARF démontre l'impuissance de l'Association face à la Chine dans le domaine de la sécurité. Le Forum lui permet d'impliquer les Etats-Unis dans la sécurité régionale, sans que cela ressemble à un appel au secours.

Cependant, malgré ses faiblesses, l'ASEAN reste la seule organisation régionale active. Elle s'implique de plus en plus dans le domaine de la sécurité. Ce domaine ayant été longtemps occulté à cause de sa sensibilité, les nombreux problèmes qu'il pose et le manque d'intégration des membres. L'ASEAN se rend finalement à l'évidence que dans la région, la dualité sécurité-développement reste un tout indissociable. Maintenant, Il faudra suivre de près les suites qui seront données au projet de « l'Initiative d'intégration de l'ASEAN » (IAI), lancé au dernier sommet de Singapour 2000. Le salut de l'ASEAN dépend incontestablement de la volonté d'intégration de ses membres.

## 1.2 Les deux alternatives crises ou la dissolution

Les résultats économiques de nombreux pays de l'Asie Orientale ont été tellement étonnants pendant les années 80 que beaucoup de cercles financiers de toutes parties du monde ont admis que les méthodes peu démocratiques de Pékin, Singapour, Kuala Lumpur et de Jakarta étaient en harmonie avec les valeurs asiatiques et qu'ils ont été la cause de transformer en Tigres aux Dragons déjà existants et de tout le développement économique qui a été postérieurement qualifiés comme miraculeux. Après le début des seconds semestres de l'année 1997 est apparue la crise du sud est asiatique qui au principe a été une crise financière mais ensuite a été transformée une crise économique, politique et sociale qu'a mise en danger la sécurité régionale

### 1.2.1 La crise économique et sociale suite à la crise financière.

À la recherche d'un marché rentables mille d'investisseurs ils ont fait couler un grand capital dans la zone, par la grande croissance économique enregistrée dans les pays du sud est asiatique. Par définition, ces flux de capitaux sous formes d'investissements boursiers et prêts bancaires à court terme, portent à des niveaux très élevés ; les taux d'investissements nationaux, la croissance, l'accumulation du capital, et l'endettement. Autant d'éléments à l'origine du fameux « miracle » asiatique. Mais, fait classique aussi, ces capitaux gonflent des bulles financières endogènes dans des marchés aux débouchés productifs limités. Ce phénomène a été particulièrement marquant en Thaïlande, épice initial de la crise, où, du secteur surinvesti de l'immobilier et d'un affaiblissement du système bancaire détenant un nombre important de créances douteuses, les investissements nets étrangers sont passés de 2.5 milliards de dollars

en 1994 à 4.1 milliards en 1995, et la dette à court terme de 29 à 41 milliards. Le recul de la Bourse et du secteur immobilier thaïlandais en 1996, ont chuté de 40%.

Après des années d'euphorie spéculative, en grande partie stimulée par l'afflux de capitaux étrangers, la bulle financière a fini par éclater, provoquant une déflation qui pourrait bien compromettre les fondements déjà fragiles de la stabilité politique et sociale de la région. En effet, la débâcle financière asiatique déclenchée en juillet 1997 – un choc structurellement comparable à la crise mexicaine de 1994, mais de plus grande ampleur – remet en cause le modèle de développement qui a permis à certains pays du tiers-monde d'accéder à une précaire modernité. Les pays d'Asie du Sud-Est sont victimes de l'internationalisation de leurs économies et de leur intégration aux flux mondiaux de capitaux, qui, durant la dernière décennie, ont contribué à leur développement accéléré, bien qu'inégal.

Un incident très particulier le prêt immobilier sollicité par Bangkok au début de l'été 1997 déclenche une réaction qui a produit ce qui suit: un effondrement des finances, combiné avec le retrait précipité des investissements étrangers. Au mois de juillet, le gouvernement décide de faire flotter le Baht. En 3 mois, celui-ci perd 40% de sa valeur comparée au dollar. La Crise s'étend à la Malaisie, à Hongkong, à la Corée du Sud et jusqu'à l'Indonésie, tandis que les investisseurs, pris de panique, continuent de retirer leurs fonds. On parle d'une région où l'activité économique avait explosé une croissance à 2 chiffres durant 2 décennies et qui comptait depuis 1990 pour 40% de l'expansion économique mondiale. En automne 1997, les dirigeants occidentaux étaient loin d'imaginer que, la petite Thaïlande allait déclencher la plus grave crise économique mondiale depuis les années 30. C'est la mondialisation financière elle-même qui est remise en question.

Depuis que cette dernière s'est imposée dans l'économie mondiale, les débâcles se sont succédé à un rythme accéléré : krach boursier de 1987, crises des monnaies européennes puis mexicaine de 1994, crise des pays émergents d'Asie en 1997 et de la Russie en 1998. Cette crise est sans aucun doute la plus grave par sa profondeur et par le nombre de pays qu'elle frappe. Après avoir démarré en Asie du Sud-Est, elle a déstabilisé le Japon, puis s'est généralisée à d'autres pays émergents comme la Russie et le Brésil. Elle a profondément affecté l'économie mondiale, y compris les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne. Il s'agit d'une crise systémique globale car elle ne se réduit pas à un accident financier, mais touche les ressorts profonds de la croissance mondiale.

Ce modèle vertueux a implosé pour 3 raisons principales :

D'abord, un épuisement des lignes de spécialisation des pays émergents se manifestant par une surproduction des biens à faible valeur ajoutée (textile, électronique notamment), ensuite, la surévaluation des monnaies nationales ancrées au dollar américain, qui s'est fortement apprécié en 1996, enfin, la défaillance des systèmes bancaires et financiers émergents.

À la fin des années 1997 et le début de l'année 1998, la Corée du Sud, la Thaïlande et l'Indonésie, toutes 3 au bord de la faillite, se voient obligées de s'adresser au Fonds Monétaire International (FMI) et à des consortiums de banques occidentales afin d'obtenir des lignes de crédit. La productivité du travail a été ces vingt dernières années, dans ces pays, extraordinairement élevée. La perspective d'un chômage de masse était inconnue dans une région où, malgré l'exode des campagnes vers les villes, on manquait jusque-là de mains d'œuvre. Pour la seule Thaïlande, en 2 ans, entre le début 1997 et la fin 1998, le nombre de chômeurs a triplé, passant de 700 000 à 2 millions. En Indonésie, on passait de 2,5 millions de chômeurs au milieu de l'année 1997 pour atteindre, à fin de la même année 13.5 millions, soit 14.7% de la population active.

Le bilan émis par le bureau international du travail, exprimait que le nombre de personnes qui vivaient sous pauvreté ils sont passé de 11% à 40% de la population depuis le début de la crise. Un grand problème se pose dans ces pays où il n'existe ni couverture sociale, ni indemnités, ni assurance et où la perte d'un emploi signifie un rejet immédiat à la rue ou un retour difficile à la campagne dans sa famille d'origine. De sérieuses crises politiques et sociales éclatent simultanément et auxquelles plusieurs de ces pays se trouvent confrontés du jour au lendemain. Pour bon nombre d'observateurs, la fin du miracle asiatique a été également perçue comme la remise en cause d'un certain rééquilibrage géo-économique, mais aussi géopolitique en Asie Orientale.

On peut résumer les conséquences de la crise en Asie du Sud-Est sur les puissances influentes dans la région de la façon suivante :

- Une réaffirmation de l'hégémonie américaine,
- Une nouvelle respectabilité accordée à la Chine,
- Le défi du leadership lancé au Japon.

Bien que la contribution américaine au FMI et à la Banque mondiale soit la plus importante parmi les Etats membres, elle ne représente que 18% du total des fonds par rapport notamment aux 30% de contribution de l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Après la crise la situation du Japon a été très inconfortable pour les raisons suivantes :

Tout d'abord, le Japon est le premier partenaire commercial et le premier investisseur dans la région ; ensuite, c'est le modèle japonais de développement et son adoption dans la région qui est mis à mal, du moins en partie, dans la crise asiatique. Troisièmement, le Japon se trouve lui-même dans une phase de transformations dont l'aspect économique s'accompagne d'une mutation sociale et politique et finalement, les liens du Japon avec l'Asie du Sud-Est et son action par rapport à la crise, s'inscrivent dans le contexte de ses rapports avec les Etats-Unis – ce qui limite son autonomie d'action – et de ses responsabilités en tant que deuxième économie mondiale.

En 1995, 2 ans avant la crise, les banques japonaises, avec un total de 88 milliards de dollars, étaient responsables de 42% des prêts accordés dans les 4 principaux pays de l'Asie du Sud-Est : L'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines. Malgré une baisse du niveau de ces prêts à 36%

en 1996, le Japon est resté le principal bailleur de fonds dans cette région. En revanche, la crise asiatique a indirectement placé la Chine dans une position de force en Asie Orientale pour trois raisons principales :

D'abord, l'état de fragilité où se trouvent les pays frappés par la crise s'est traduite par une perception de puissance –toute relative- à l'égard de la Chine qui n'en a pas souffert. Elle est relativement peu exposée aux aléas du commerce international : ses exportations ne représentant que 5% de son PIB par rapport à 37% pour la Thaïlande, 80% pour la Malaisie et 30% pour l'Indonésie. Perception qu'elle a entretenue par certaines actions qui ont conforté sa position dans la région.

Ces actions revêtent trois formes :

- Les dispositions demandées à la Chine pour contribuer à la sortie de la région de cette crise, ont été, toutes proportions gardées, minimales mais accomplies. A titre d'exemple, il lui a été demandé de ne pas dévaluer sa monnaie par crainte de provoquer un cycle de dévaluations compétitives, qui aurait eu pour effet d'affaler complètement ces économies déjà trébuchantes. Ce qui a joué en faveur de son prestige.

- Sa contribution à soulager ses voisins sinistrés dans le cadre du programme du FMI, par l'apport d'un milliard de dollars au profit de la Thaïlande, et de l'Indonésie a été inattendue et très apprécié surtout par ces pays en détresse.

- Enfin, Hongkong a été épargné par la crise -ce qui fût interprété tout au moins par la Chine- comme conséquent à son récent retour et sa protection par la mère Patrie.

Pendant la crise, le dollar australien a connu une dévaluation compétitive semblable à celle de Singapour et de Taiwan, de 15% pour le premier semestre 1998, ce qui a rendu les exportations australiennes plus attractives sur le marché mondial et compenser le manque à gagner dû à la crise. Les économies de l'Asie de l'Est sont reparties. C'est du moins ce que semblent indiquer les récentes statistiques. Le rétablissement des marchés des changes et la remontée rapide des Bourses sont révélateurs du jugement favorable que portent les investisseurs sur la région.

Avec le retour de la croissance économique Singapour mène le train avec 10%, suivie par la Malaisie 7%, l'Indonésie, La Thaïlande, les Philippines et le Vietnam 5%. Cette relance est surtout alimentée par d'importants programmes d'investissements publics combinés à des politiques monétaires accommodantes. Plutôt que de réorganiser son industrie, la Thaïlande, qui connaît un boom touristique, semble choisir une voie intermédiaire qui pourrait en faire la Floride de l'Asie, et n'a pas saisi l'opportunité d'un recentrage sur les transferts de technologie et les produits à haute valeur ajoutée.

La priorité est davantage politique dans l'archipel indonésien, qui regroupe les deux - cinquièmes de la population de la région et en est revenu à la simple exploitation de ses ressources naturelles. Le problème du Timor et l'issue du référendum d'autodétermination ont pesé lourd sur ce vaste archipel qui a relégué au second plan les réformes engagées sous la tutelle du FMI.

Singapour, se porte bien et conduit sagement ses ajustements, mais reste tributaire de l'évolution de ses voisins, même si cette île-Etat élargit son horizon.

En fin, l'Asie Orientale semble aujourd'hui entamer une miraculeuse sortie de crise. Les valeurs asiatiques traditionnelles ont été à l'origine de l'essor de cette région et c'est à elles qu'on a

amputé son effondrement. Cependant ce sont très probablement ces mêmes valeurs et la force des liens qu'elles ont tissés au sein de la société qui ont adouci les conséquences tant économiques que sociales de cette crise et qui ont permis d'amorcer beaucoup plutôt que les prévisions les plus optimistes, cette sortie de crise. Les dommages économiques et sociaux ont certes été dramatiques, mais ces valeurs ont permis de les surmonter tant bien que mal en limitant les dégâts. Il n'y a pas eu d'effondrement politique ou social majeur. En revanche, grâce à cette crise, la région a connu une accélération du processus de démocratisation pour certains pays et d'importantes réformes structurelles ont été mises en place par d'autres. Sans cette crise cela aurait été difficile à réaliser. La région renoue avec des taux de croissance qui sans être spectaculaires restent très satisfaisants selon la Banque Mondiale. N'empêche que des incertitudes planent toujours sur les systèmes financiers de cette région qui ont encore besoin de réformes fondamentales.

### 1.2.2 La crise et ses influences sur le système politique de quelques pays de la région

Ce problème économique a produit évidemment des réactions politiques dans certains pays qui ont essayé de résoudre les conséquences produites par la crise mais dans d'autres, les résistances dans la classe politique entraînent sinon une stagnation, parfois des aggravations de la situation économique et sociale créant de graves tensions politiques internes.

En Thaïlande, la crise a permis une transition décisive qui conduit à une autonomisation plus grande du champ politique par rapport à la sphère économique et militaire. Depuis 1997, le pouvoir s'est stabilisé autour de la personnalité volontariste de Chuan Leekpai du Parti Démocrate qui a promulgué une nouvelle constitution, tenant compte des demandes exprimées au sein de la société civile depuis plusieurs années. Il a engagé des réformes de fond dans le domaine financier et mis en discussion ouverte le comportement de la classe politique thaïe et les pratiques du système politique national. Il reste toutefois freiné par un gouvernement de coalition fragile composé de six partis, et bloqué par une opposition peu constructive et minée par la corruption et le clientélisme. La nouvelle génération arrive au pouvoir mais elle n'a pas réussi à déloger la vieille garde. La réforme des mentalités ne se fera pas du jour au lendemain.

Aux Philippines la démocratisation était engagée avant la crise. Les élections de 1998 ne l'ont pas remise en cause. La présidence de Joseph Estrada acteur de séries « B » n'a pas convaincu de ses capacités à réaliser les réformes qu'impose le ralentissement de croissance. Populiste, et démagogue, il n'a pas tenu les promesses qu'il a faites et s'est engagé sur la voie de la corruption qui a provoqué un soulèvement populaire et a fini par lui arracher sa démission. Le pays semble depuis revenir au calme mais il reste beaucoup à faire. C'est Gloria Macapagal Arroyo ex vice-présidente qui lui a succédé et beaucoup d'espoirs sont fondés sur sa compétence et son honnêteté.

A Singapour on assiste à un statu quo, les singapouriens redoutent les changements brutaux. Le gouvernement au pouvoir l'est depuis l'indépendance en 1965, celui du Parti de l'Action du Peuple ou

PAP. Il utilise la crise comme une opportunité pour resserrer les « rangs de la Nation » et éprouver les compétences de la seconde génération des dirigeants.

La Malaisie quant à elle devient un pays à risque politique élevé. Elle cumule le désordre économique et l'instabilité due à la transition politique. Mahatir, le Premier ministre de 72 ans, joue les dictateurs et refuse d'admettre l'émergence d'une nouvelle forme de conscience politique au sein de la population.

Le Cambodge s'enfonce dans le désordre et l'anarchie après les élections de juillet 1998 qui n'ont pas permis de débloquent la situation. La coalition entre le prince Ranariddh et Hun Sen ( Parti du peuple cambodgien) n'a déjà pas fonctionné entre 1993 et 1997 et a fait l'œuvre de conflits personnels est encore en place à nouveau et ne peut que bloquer toute évolution notable.

C'est le cas de l'Indonésie qui suscite le plus d'interrogations. La situation interne du pays continue de se dégrader sans qu'aucune mesure sérieuse ne soit mise en œuvre pour y remédier. Le gouvernement est à la fois dépassé par la rapidité des enchaînements des événements et est incapable de répondre à toutes les demandes contradictoires qui s'expriment d'un bout à l'autre de l'Archipel. Son instabilité est tellement importante que nul ne puisse prévoir ses conséquences. Le Général Suharto était contraint d'abandonner le pouvoir : la double pression du FMI (avec lequel il a signé plusieurs plans de redressement entre octobre 1997 et janvier 1998) et de la population indonésienne qui attendait des solutions concrètes et immédiates, était contradictoire tout au moins à court terme. Le vice-président Habibie qui lui a succédé, ne dispose pas de la marge de manœuvre qu'il escomptait initialement par manque de légitimité populaire et le discrédit jeté sur l'Etat, faiblement connecté à une société civile dramatiquement touchée par la crise.

Héritier de l'ère Suharto, personne n'attend de lui qu'il entreprenne des réformes de fond. Voulant donner des gages sur sa bonne volonté à la communauté internationale, il a effectué un volte-face complet fin janvier 1999 sur la question ultrasensible du Timor Oriental en exprimant sa volonté d'aboutir à un règlement rapide de cette crise. Il a concédé des gestes importants, comme l'allègement des effectifs militaires présents sur l'île de 10% et la reprise des négociations sous l'égide de l'ONU ont abouti à la tenue d'un référendum d'autodétermination fin Août 1999. L'annonce des résultats de ce référendum en faveur de l'indépendance de l'île, a déclenché des événements d'une rare violence de la part des milices pro-indonésiennes très probablement appuyées par l'Armée. Depuis, la situation politique n'a cessé de se dégrader dans le pays et la situation économique d'empirer. Les règlements de compte de l'ère Suharto commencent et Habibie obligé de partir pour céder sa place à Abdurrahman Wahid élu le 20 octobre 1999. Ce dernier dispose dans le pays d'une aura due à sa position de lettré coranique, mais au niveau de l'Assemblée Nationale il n'est pas en position de force. Il n'a été élu qu'à 373 voix contre 313 pour son adversaire politique Megawati Sukarnoputri. Cette dernière occupe sur le mode de réconciliation nationale, le poste largement honorifique de vice-présidente. Wahid a l'expérience et le recul nécessaires pour assurer convenablement la présidence mais il pourrait paraître trop raisonnable pour agir dans un environnement devenu de plus en plus irrationnel. Certains groupes islamiques profitent de cette situation quasi-chaotique pour appeler à des rivalités ethniques ou des contestations politiques. Seule évolution

politique positive dans ce pays depuis la crise, le retrait de l'armée du jeu politique. Elle n'y apparaît plus comme un acteur central. L'ABRI (Forces armées indonésiennes) a encore un rôle déterminant à jouer mais dorénavant elle doit s'y employer en dehors de la sphère politique et économique. Ceci pose les problèmes de sa « reconversion » et celui des importants intérêts qu'elle détient dans le secteur de l'économie.

L'Armée apparaît en Indonésie comme la plus grande victime de la crise. Outre son retrait de la scène politique, elle a perdu la confiance du peuple suite aux exactions dont elle était l'auteur aussi bien lors des soulèvements estudiantins, que ceux survenus lors de la crise du Timor. Actuellement elle donne des signes de division interne, ce qui n'augure pas d'un retour dans l'immédiat sur la scène politique. Ainsi, l'Indonésie paraît être le pays qui a le plus souffert des retombées de la crise économique sur le plan politique. Pour les observateurs qui suivent de près ce pays, il y a une impression de grande invisibilité à travers l'ensemble de l'Archipel.

La communauté politique paraît indécise, elle est coincée entre des structures héritées, l'Ordre nouveau et les tensions qui s'accumulent. Rien n'étant sérieusement entrepris pour régler les problèmes et répondre aux aspirations à la fois mieux articulées, et de plus en plus vitales pour l'ensemble de la population. Le plus à craindre, est que ce vide politique pourrait être exploité par quelques « sauveurs providentiels » susceptibles de tirer parti des événements pour contredire l'ouverture engagée et dont certains signes commencent déjà à apparaître. Telles sont les conséquences politiques que la crise, sans en être la cause directe, a fait éclater.

En fait la crise a mis en évidence le consensus implicite entre les peuples et leurs gouvernants. Tant que le développement économique tenait le cap, une paix sociale était assurée même au prix de certaines « pratiques démocratiques » fort douteuses. La crise est venue briser ce pacte et la remise en cause de ces pratiques ainsi que des revendications latentes sont venues à s'exprimer, produisant les bouleversements politiques vécues par cette région.

### 1.2.3 Comportement des alliances

L'ASEAN depuis sa création avait travaillé pour inciter à ses membres à un développement sain et dynamique en laissant de côté les conflits potentiels entre ses membres. La plupart des conflits ne datent pas de la crise mais ont été exacerbés par celle-ci. Ainsi, on connaissait l'existence de multiples différends, de multiples non-dits mais on s'attachait par principe à ce qui fonctionnait et requérait une attention particulière : l'urgence intérieure. La consolidation des trajectoires politiques et économiques, constituait pour l'ensemble des membres une priorité d'autant plus opérationnelle qu'elle autorisait le décollage économique et l'accès au jeu international. Cette priorité imposait une vraie retenue et a définitivement contribué à sécuriser l'Asie du Sud-Est, et à pacifier les relations entre pays de l'ASEAN. Tacitement « interdits de guerre » par ce pacte implicite informel, les pays membres avaient réussi à étendre cette logique à l'ensemble de la région.

La fin de la prospérité et le retour à l'instabilité politique ont-ils mis un terme à cette logique sécuritaire ? La recrudescence des réseaux illégaux (piraterie, trafic de drogues, contrebande...) fragilise les fondements de la sécurité nationale et profite du relâchement de la coopération régionale dans ce domaine pour étendre leur champ d'action. Sans aucun doute, la situation se détériore mais un risque de conflit régional reste une hypothèse improbable. En apparence, il ne semble pas difficile d'accumuler les indices potentiellement belliqueux, en particulier parmi les trois membres du « noyau » de l'ASEAN : Singapour, l'Indonésie et la Malaisie.

La détérioration des relations entre Singapour et la Malaisie fournit la meilleure illustration de ce climat de tensions latentes, préjudiciable à la sortie de la crise. Ainsi, les difficultés économiques, provoquées par la crise, ont réveillé des antagonismes et généré une succession de « mauvais coups » qui portent directement atteinte aux relations entre ces voisins. Dans cas actuel, ces coups proviennent majoritairement de Kuala Lumpur, qui victime de sa faiblesse à faire face à la crise, semble mal supporter la meilleure résistance de l'île-Etat aux turbulences financières. En août 1998, les Malaisiens ont fermé la bourse parallèle qu'ils avaient établie à Singapour.

Pour y répondre, ce dernier obligea les travailleurs malaisiens à Singapour à verser les montants « d'épargne forcée » au Central Provident Fund immédiatement. Disposition qui n'a jamais été appliquée auparavant. D'autres cas de rapports conflictuels similaires ont été nourris entre ces deux pays uniquement depuis que la crise économique a éclaté. Epreuves difficiles, où la rivalité économique et politique prend le dessus sur les synergies développées en période de prospérité. Plus significatif encore, le désengagement des forces armées malaisiennes des exercices du FPDA (Five Power Defense Agreement) et l'interdiction aux SAF (Singapore Army Forces) d'utiliser l'espace aérien malaisien. La détérioration du climat économique et de l'entente diplomatique, a considérablement empiété sur le domaine sécuritaire.

L'option de l'usage de la force a été sérieusement envisagée par les deux voisins. Les populations quant à elles, expriment leurs inquiétudes. Des deux côtés de la frontière, elles ne partageaient pas spontanément les attitudes des politiques et évoquaient la force de leurs liens et leur « destinée commune ».

Un autre cas évident est, des relations entre la Malaisie et l'Indonésie, où les tensions dues au renvoi de milliers de travailleurs illégaux (40 000 à l'été 1998) d'Indonésie, ont pris des tournures de règlement de comptes personnels entre les autorités politiques des deux pays qui ont frisé l'ingérence dans les affaires internes. Entre ces deux protagonistes, soutenant Mahathir bien malgré elles, les autorités de Singapour ont beaucoup de mal à assumer leur choix de neutralité. Comme des différends antérieurs les opposaient à la politique de Habibie autrefois ministre de la recherche, son accession à la présidence du pays les a sérieusement inquiétés. Ce dernier n'a pas hésité à traiter l'île-Etat de « petit point rouge » sur une carte et à critiquer la politique discriminatoire des forces armées singapouriennes envers les Malais. Au delà d'une inquiétude diffuse mais palpable sur l'évolution des événements en Indonésie, Singapour craint la menace d'une « balkanisation » de l'Archipel qui aurait des répercussions immédiates et certaines sur sa propre sécurité.

Dans la Thaïlande et la Birmanie augmentent les tensions à cause du renvoi des travailleurs illégaux (ils sont près d'un million en Thaïlande) et la constitution à Bangkok de groupes de soutien à la Ligue Nationale pour la Démocratie( opposants au régime de Myanmar).

L'étendue des mouvements sécessionnistes en Indonésie et l'effritement de l'autorité centrale sur les commandements militaires locaux, sont un exemple des dissensions internes surgies par suite de la crise économique.

Dans un autre registre, la rapidité avec laquelle la crise des otages de Jolo a pris son essor, trouve l'une de ses origines dans la division des pays de l'ASEAN face à ce problème. La Malaisie, tout comme de nombreux Indonésiens, fut partisane de la négociation à tout prix. Elle ne voulait sans doute pas aider sur ce terrain les Philippines, qui n'ont jamais abandonné leurs revendications territoriales sur le Sabah, voisin de Jolo. Manille (avec l'allié américain) et Singapour, se déclarèrent de leur côté, favorables à une intervention rapide et musclée.

D'une manière contraire, la crise financière asiatique a d'un côté réveillé ici et là les démons de l'affrontement interne et de la guerre avec ses voisins, et de l'autre elle a poussé à une meilleure coopération régionale.

Les difficultés économiques et leurs retombées ont aussi incité à promouvoir plus franchement une communauté de sécurité. Après avoir été victime d'une douzaine d'actes terroristes dans ses provinces du Sud, la Thaïlande a pu compter sur le soutien de Kuala Lumpur qui a extradé des représentants de ces mouvements vers Bangkok au termes d'un accord passé entre les ministres de l'intérieur des pays de l'ASEAN autorisant la poursuite des criminels et trafiquants au-delà des frontières nationales depuis décembre 1997.

Singapour a confirmé sa volonté de coopération avec l'Indonésie en lui accordant un prêt de 5 milliards de dollars et en y envoyant des aides humanitaires . En fait, Singapour craint l'arrivée massive de réfugiés indonésiens et avait tout intérêt à stabiliser la situation sur place. Il en est de même pour l'accord de coopération militaire entre Singapour et les Philippines sur la formation et l'entraînement des troupes.

L'analyse de ce qui a précédé, incite à penser que si la crise a provoqué des tensions caractérisées par l'usage répété des capacités de nuisance mutuelle entre ses membres ne dépassant pas généralement le stade gesticulatoire, elle a surtout alimenté un climat de méfiance qui a eu pour effet de retarder la convalescence régionale. En revanche, elle a aussi contribué à dessiner une esquisse à une coopération sécuritaire régionale, inexistante jusqu'alors. D'autre part, même si on reste sceptique sur l'efficacité de l'ASEAN, il faut reconnaître qu'elle a contribué pendant trente ans à disqualifier le recours à la force en privilégiant systématiquement le dialogue sur la confrontation. Elle a toujours soutenu que le conflit armé, ne réglerait ni la question des réformes internes, ni celle du positionnement de ces pays vis-à-vis des enjeux internationaux : L'intérêt de l'Association semble être acquis. Lorsque les mécontentements populaires se sont manifestés, c'est à chaque fois contre des pouvoirs conservateurs et corrompus et non entre communautés différentes ou les pays limitrophes. Les quelques exceptions relevées, sont souvent savamment orchestrées par ces mêmes pouvoirs contestés.

La tentative pour effectuer quelques restructurations politiques dans tous ces pays a produit de grands débats qui ont donné à comprendre que chaque pays était disposé à défendre ses idées dans le domaine régional et national. Ces débats étaient inconcevables quelques mois avant la crise. Alors qu'elle a placé les pays de la région face à de nouveaux défis et échéances incontournables, la crise a donné aux partenaires dans l'ASEAN, la mesure des interdépendances en positif comme en négatif. Ce qui affecte l'un d'eux a nécessairement des répercussions sur chacun des autres. Les questions du fonctionnement et des finalités du groupe ASEAN comme alliance régionale, ne peuvent plus être éludées. L'enjeu de la présidence singapourienne était d'utiliser ces secousses pour amener des changements qui sont inéluctables », même si leur mise en œuvre nécessite, dans le contexte actuel, beaucoup de temps.

## Partie II : Les rapports de force régionaux

En profitant de la croissance économique peu à peu les pays de l'Asie orientale amélioraient la qualité de leurs forces armées et spécialement sur les forces navales et aériennes comme élément de projection à de longues distances. On assiste donc à une redistribution des équilibres des forces dans la région. Celle-ci est caractérisée par ; des semblants de replis stratégiques des la part des deux puissances anciennement dominantes, d'une modernisation et renforcement de l'arsenal et des structures militaires chinoises ainsi qu'une sorte de course à l'armement, discrète ou manifeste de la part d'autres pays dont la position stratégique est sensible.

### 2.1 La Russie et les Etats-Unis

Les Etats-Unis et la Russie ont eu la nécessité de changer ses stratégies dans la zone. La Russie enlève de l'importance à ses déploiements stratégiques dans la région pour augmenter ses efforts à la faveur de résoudre ses problèmes internes (politiques, économiques et social). Les Etats-Unis réduisent considérablement le nombre personnel et bases dans la zone et ceci le compensent en plaçant une technologie plus sophistiquée dans ses armes et en augmentant la capacité de réaction immédiate, ils ont changé plusieurs importants points de leur stratégie militaire alors ils ont démontré leur intérêt de rester dans la région. Dans le domaine politique ils ont augmenté et ont amélioré ses relations diplomatiques avec les protagonistes de la région

#### 2.1.1 La Russie et ses replis stratégiques.

La priorité de la Russie est d'obtenir sa stabilité interne dans le domaine politique, économique et social et surmonter les tensions au sein de la CEI (Communauté des États indépendants). Pour le moment c'est sa sécurité nationale qui prime.

La Russie a opté pour une stratégie défensive centrée sur la sauvegarde de son propre territoire. Elle fait donc des efforts pour apaiser les tensions en Asie Pacifique et favoriser la stabilité dans cette région, en réduisant graduellement ses forces situées en Extrême-Orient. Elle s'abstient d'intervenir dans les conflits militaires régionaux, réduit ses bases militaires et ses activités opérationnelles. Elle favorise aussi les échanges militaires avec d'autres pays et incite à l'organisation d'une sécurité collective pan régionale. Néanmoins, la Russie n'a pas changé son objectif principal de maintenir sa position en tant que puissance en Asie Pacifique, comme à l'époque de l'ex-URSS. L'évaluation du niveau des forces russes déployées en Extrême-Orient reste le même, avec des capacités d'intervention rapides, car facilement disponibles et capables d'être renforcées fortement et rapidement en cas d'urgence. Si la Russie se déleste de son encombrant arsenal hérité de la période soviétique, elle continuera à se concentrer sur le renforcement de forces militaires plus modernes dotées d'armements plus récents, afin de maintenir sa capacité militaire et préparer sa stratégie future. Ainsi, malgré une réduction des fonds de recherche et développement, un certain nombre de nouveaux avions sont prévus. Trois nouveaux chasseurs sont en développement (Mig-33, Su-35 et Type 701).

La Russie s'inquiète par sa sécurité motivé à l'extension de la 1 'OTAN à des pays avant sous sa tutelle, la politique américaine d'application du système national de défense antimissile (NMD : (Ressortissant Missile Défense) et la position occidentale devant le problème tchéchène. En même temps, elle tente de freiner le monopole des États-Unis sur le système international par une coopération stratégique qu'elle essaie d'établir avec la Chine. Par ailleurs, elle s'emploie à renforcer les mesures de confiance dans le domaine militaire avec le Japon par l'échange annuel de visites au sommet et à travers des exercices militaires. Quant à la péninsule coréenne, elle s'efforce d'entretenir des relations équilibrées avec les deux Corées en suivant avec beaucoup d'intérêt l'évolution de leurs négociations. Pour que la Russie puisse surmonter ses difficultés actuelles, la stabilité régionale n'est pas seulement nécessaire. Elle est indispensable. La modernisation de son économie, salutaire pour son maintien sur la scène internationale, est impossible sans des investissements étrangers massifs qui ne peuvent s'opérer que dans une région stable. Le retrait stratégique russe s'opère dans ce contexte et peut être interprété comme gage à la volonté de la Russie à maintenir une stabilité régionale et des rapports non conflictuels avec les pays occidentaux.

### 2.1.2 Réduction des dépenses militaires aux Etats-Unis.

En tenant compte de la nécessité d'entretenir le calme dans cette région tout en réduisant les dépenses militaires, les États-Unis diminuent l'importance des forces déployées dans la région et fixent les interventions jugées indispensables au contrôle de la situation militaire. Ainsi, les Etats-Unis s'appuient sur le renforcement des forces rapides, équipées d'armes ultramodernes et qui peuvent être

engagées instantanément dans un combat régional. Enfin, les systèmes de défense collective en collaboration avec les alliés locaux ne sont pas limités à une zone géographique précise. Les Etats-Unis réorganiseront ces systèmes de sécurité en répartissant les responsabilités et les rôles dans la défense stratégique entre les pays alliés. A noter aussi que dans la perspective d'impliquer certains pays alliés de la région dans le projet NMD, les Américains témoignent de leur volonté, au delà de la protection avancée de leur territoire, de conserver dans cette région du Monde, une présence réelle mais moins voyante.

## 2.2 Rénovation des équipements militaires par la chine

La puissance militaire de la Chine ne peut découler que de sa puissance économique. Une économie nationale développée nous facilitera bien des choses, quand la situation générale du pays se sera améliorée et qu'il sera devenu fort, il nous sera plus facile de fabriquer des bombes et des missiles, de renouveler les équipements de nos forces aériennes, navales et terrestres.<sup>8</sup> Telle était la vision de Deng Xiaoping pour privilégier le développement économique sur les considérations idéologiques pour pouvoir par la suite les renforcer. En effet, la Chine est en train d'en récolter les fruits en profitant de sa forte croissance économique actuelle pour moderniser l'Armée de Libération Populaire (APL).

La puissance militaire constitue pour la Chine un élément important pour son prestige d'abord et pour la perception de grandeur, mais aussi celle de menace potentielle qu'elle veut refléter. Une double dissuasion : intérieure, pour préserver son régime et extérieure, au cas où elle serait amenée à tenter de récupérer Taiwan par la force et il est par ceci que la Chine fait beaucoup d'emphase dans la modernisation de ses forces armées comme une priorité stratégique. Elle s'établit ainsi comme puissance régionale de l'Asie Orientale. Ses programmes de modernisation militaires s'inscrivent dans cette perspective. L'APL est forte de 2.700.000 hommes, ses priorités de développement s'annoncent dans cet ordre : d'abord les missiles et sa force nucléaire, ensuite ses forces de projection dont la Marine occupe une place de choix et finalement ses moyens aériens et terrestres.

### 2.2.1 Projets des missiles et de la force nucléaire

La République Populaire de la Chine a développé le DF-31 qu'elle a essayé avec succès l'été 1999. D'une portée de 8000 km, il peut être menu de têtes multiples. Le DF-41, missile plus performant encore (12000 km)<sup>9</sup>. Elle continue aussi à développer des missiles à courte portée M9 et M11 dans la province de Fujian juste en face de Taiwan. Autant de signes de dissuasion vis-à-vis de Taiwan et de ses « protecteurs ». Les missiles balistiques de moyenne et de longue portée DF-15 et DF-21 sont en train de subir des améliorations substantielles notamment au niveau de leur radar et leur système de guidage, s'inspirant largement de ceux des Pershing II américains.<sup>10</sup>

---

<sup>8</sup> Deng Xiaoping, « L'armée doit servir les intérêts généraux du pays » Traduction de Madame Niquet Valérie dans « les fondements de la stratégie chinoise depuis : les orientations stratégiques en Chine après 1949, p.60

<sup>9</sup> Missile DF-31. [www. Globalsecurity.org/wold/china/df](http://www.Globalsecurity.org/wold/china/df)

<sup>10</sup> BONIFACE Pascal, L'Année stratégique 2001. Editions Michalon. Paris 2000, p.645

La dotation des missiles stratégiques de la Chine est très important et ils sont sur 6 bases avec une base d'essai : Plus d'une vingtaine de lanceur de missiles intercontinentaux, dont des DF-5A(CSS-4), plus d'une centaine de lanceurs de missiles balistiques de moyenne portée dont 20 de DF-4(CSS-3), 30 de DF-3A(CSS2), 50 de DF-21(CSS-5), une soixantaine de lanceurs de missiles balistiques de courte portée dont 20 de DF-15(CSS-6/M-9), une quarantaine de DF-11(CSS-7/M-11) et un sous-marin nucléaire lanceur d'engins « XIA » équipé de 12missiles CSS-N-3(JL-1).

Par ce qui précède la Chine représente une puissance dans cette zone avec un grand pouvoir de dissuasion que tout compromis régional doit faire l'objet d'une réflexion sérieuse sur ses conséquences

### 2.2.2 La Marine de guerre comme priorité de développement.

Le développement des capacités de projection en mer en fonction d'objectifs stratégiques clairement définis, elles sont la priorité stratégique chinoise.<sup>11</sup> Son ambition est de s'affirmer sur les océans de la même manière que les autres grandes puissances mondiales. On assiste d'ailleurs à une évolution de sa stratégie maritime traditionnelle. Pour cette raison, la Marine occupe une place de choix dans la modernisation de l'appareil militaire chinois et ne cesse de progresser depuis les années 80.

Après les années cinquante, même durant la guerre froide, la mission de la Marine chinoise se limitait à la défense du littoral contre toute agression possible. Ses responsabilités actuelles sont beaucoup plus élargies : la sauvegarde de la sécurité nationale et l'intégrité territoriale, résistance à une éventuelle invasion par la mer, la défense de la souveraineté des eaux territoriales et enfin la sauvegarde des intérêts maritimes et la conduite de la politique de l'Etat. D'un tonnage de plus de 413.000 tonnes, elle occupe le quatrième rang mondial derrière la Marine américaine, britannique et russe. Elle se place devant les Marines ; japonaise, française et indienne. Elle est composée de sous-marins, de bâtiments de combats, de bâtiments de soutien, d'une aéronautique navale et de forces de débarquement.

Sa force sous-marine est composée d'un sous-marin lanceur d'engin(SNLE), de cinq sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et d'une centaine de sous-marins classiques. Le SNLE est armé de 12 missiles CSS-N-3 (Julang-1-) de 4.500km de portée.<sup>12</sup> Les SNA sont du type Han déplaçant 5.000 tonnes et armés de missiles C801 de 45km de portée. Quatre sortes de sous marins classiques : 1 type Wuhan ou ancien Roméo, 4 type " Kilo" achetés à la Russie en1995 et 1998, 2 type "Song" construits en Chine et 64 type "Roméo" achetés en Russie.

La force de surface est constituée de 41 frégates, de 21 destroyers et de quelque 350 patrouilleurs. Les destroyers sont relativement récents comme les deux Sovremenny achetés en Russie, les deux Luhu et le Luhal. D'autres le sont moins comme les Lüda. Parmi les frégates, une dizaine sont porte-hélicoptères. Sur les 350 patrouilleurs, 93 sont lance-missiles et 16 lance-torpilles. Elle dispose également de 150 dragueurs de mines.

En ce qui concerne la projection sa force est importante et ne cesse de s'améliorer. Elle comprend une vingtaine de LST type Yuting (récent), une quarantaine de LSM, de 275 LCU(dont 230 en

---

<sup>11</sup> BONIFACE Pascal, L'Année stratégique 2001. Editions Michalon. Paris 2000, p.646

<sup>12</sup> Missile CSS-N-3. [www.fas.org/nuke/guide/china/slbm/jl-1htm](http://www.fas.org/nuke/guide/china/slbm/jl-1htm)

Réserve), 10 LCAC et plusieurs autres engins de débarquement. Les bâtiments auxiliaires sont au nombre de trois pétroliers ravitailleurs d'escadre, une soixantaine de ravitailleurs côtiers et un grand nombre de navires à usages divers. L'aéronautique navale comprend 600 appareils, dont 380 intercepteurs, 70 avions d'assaut, 80 bombardiers légers, 20 bombardiers moyens, 13 avions de patrouille maritime et 36 hélicoptères.

Le personnel de la Marine est de 260.000 hommes dont 25.000 pour l'aéronautique navale, 25.000 pour la défense côtière et 7.000 fusiliers marins, tous formés dans de nombreuses écoles relevant de la Marine. Il y a lieu de relever aussi que la formation actuelle accorde beaucoup plus d'importance à l'aspect professionnel qu'à l'aspect politique, comme par le passé. Les perspectives d'avenir sont déjà définies, mais dépendent de la capacité de la Chine à soutenir sa croissance actuelle. Elle se lance comme défi de poursuivre sa modernisation pour ne pas se laisser distancer dans le développement militaire mondial en gagnant la guerre « high tech ».

### 2.2.3 Forces aériennes et terrestres

La Chine n'a pas une politique de changement immédiat pour sa force aérienne. Cette force ne constitue une réelle menace, ni pour les Etats-Unis, ni pour la fédération de Russie ni même pour les voisins asiatiques de la Chine. Elle fait l'objet d'une réflexion stratégique intense quant à son utilisation, compte tenu ; du manque de fonds nécessaires pour entreprendre des programmes de modernisation à l'instar de la Marine, de problèmes de logistique et de maintenance ainsi que des problèmes d'entraînement de ses pilotes. Technologiquement parlant, il n'y a pas de structures valables pour développer ou réaliser des systèmes d'armes aériens modernes. Toutefois, quelques acquisitions d'avions « nouvelle génération », seront réalisées durant les dix prochaines années. Ni leur nombre, ni leur qualité ne seront en mesure de redéfinir l'équilibre régional en matière d'armement aérien en faveur de la Chine.

L'armée de l'air chinoise, est quantitativement la troisième du monde. Elle a commencé à renforcer sa flotte d'avions de combat et de bombardiers au début des années 80 par un transfert sélectif de haute technologie d'Israël, de la France, d'Italie et de la Grande-Bretagne. De même, qu'elle a commencé à se procurer des avions de combat modernes et leur technologie de construction au début des années 90 auprès de la Russie et devrait devenir la plus puissante aviation de la région aux alentours de 2010. Seulement, l'Armée de l'air chinoise, chargée d'assurer ; la défense aérienne, les attaques à longue distance et la suprématie aérienne en cas de conflit, a toujours éprouvé des difficultés à s'en affranchir. Le retard technologique, accusé dans la modernisation de ses appareils est dû aux restrictions de transfert technologique imposées par les industriels d'armements occidentaux et russes. Cette situation n'a commencé à changer qu'à partir des années 80, lorsque certaines firmes occidentales( surtout israéliennes) et russes, ont accepté de lui transférer clandestinement et contre paiement cash en devises fortes, des industries sensibles d'armement. C'est alors qu'elle a commencé à identifier ses vrais besoins pour constituer une force plus efficace. Des bribes de réflexion interne sur une stratégie moderne (indépendante de celle de l'APL) de son emploi, ont commencé à se développer. Cette réflexion s'attache

beaucoup au développement d'une force de réaction rapide, laquelle peut appuyer les objectifs politiques de la Chine dans une guerre limitée et à proximité de ses frontières. Les obstacles qui entravent le développement efficace de l'armée de l'air chinoise et pour lesquels de nombreux analystes qui suivent son développement, se sont convenus, pourraient se présenter comme suit :

- Manque de saut technologique en matière de construction aéronautique,
- L'industrie aéronautique est incapable pour le moment de concevoir et construire des avions modernes et en nombre important.

Actuellement la Chine travaille pour améliorer progressivement son armée de l'air en prenant en considération le rôle tellement important que celle-ci a pour soutenir la politique nationale quant à sécurité, mais il lui a peu d'occasion que celle-ci se transforme en un organisme autonome par rapport à l'APL. La Chine par son développement économique pourrait être dans des conditions d'être dotée aux premières décennies de ce siècle, avec une force aérienne qui pourrait assumer les ambitions du Parti Communiste.

Son effectif est de 420.000 hommes dont 220.000 pour les forces stratégiques comprenant 160.000 appelés. L'Armée de l'air chinoise est répartie en sept régions militaires, quatre quartiers généraux de l'état major, 33 divisions et plusieurs régiments.

L'armée de terre, avec un effectif approximatif de 2.300.000 hommes, elle est la plus importante armée du monde du point de vue numérique mais reste faible côté puissance de feu et mobilité d'une manière générale<sup>13</sup>. Depuis 1985, pour la modernisation de ses forces armées la Chine a opté pour la réduction de son volume, son organisation et sa réorientation. Il est pratiquement établi que le format final de l'armée de terre, ainsi que sa nouvelle organisation en groupes d'armées comprenant infanterie, artillerie, blindé, génie...etc, est déjà atteint. Sur les 24 groupes d'armées, la plupart ont des unités d'élites dites Unité d'Action Rapide. Il y a également une force de 7.000 fusillés marins projetables. Ces formations sont équipées d'armes très sophistiquées (relativement aux autres) et sont réputées avoir un haut niveau d'entraînement. Leur efficacité souffre d'une faiblesse de taille : l'insuffisance et l'inefficacité des moyens de regroupement d'urgence. Si ces unités de choc sont en opération à la mer de Chine de sud par exemple, leur petit volume, leur éloignement les unes des autres, poseront beaucoup de difficultés à les regrouper s'elles doivent participer d'urgence à une opération d'envergure comme l'invasion de Taiwan. Ce qui limite beaucoup leur potentiel.

En définitive, quelque huit groupes d'armées seront réduits en volume avec élimination de leurs composantes motorisées et les dividendes de ces réductions financeront l'achat de matériels plus modernes. Les effectifs sont passés de 2.300.000 à 1.800.000 hommes en l'espace de quatre ans. D'autres réductions sont programmées pour la prochaine décennie.

Le renouvellement des générations au sein du Parti et de l'APL a réduit les interventions de l'armée dans la politique intérieure. De plus en plus, l'APL se présente comme une entité distincte du parti. Le professionnalisme, qui incarne le slogan « remporter la prochaine grande guerre

---

<sup>13</sup> BAPTISTE Savin, La course aux armements en Asie orientale, [www.etudiant.ch/upload/documents](http://www.etudiant.ch/upload/documents)

hautement technique », est l'objectif de la modernisation que cette armée s'est fixée et s'attache à suivre. Ce qui permettra de devenir la gardienne de la sécurité nationale, après avoir été l'instrument de la révolution. Par ailleurs, elle ne dispute pas au Parti son autorité en matière militaire et voit plutôt un avantage à le protéger. L'interaction entre les militaires et la troisième génération de dirigeants du Parti est particulièrement révélatrice. Au cours de la dernière décennie, l'armée s'est débarrassée du joug des hommes forts du régime, ce qui lui a permis de jouir d'une autonomie accrue dans la gestion de ses affaires. C'est pour cette raison surtout que l'APL accepte les actuels dirigeants civils du Parti.

Cette évolution n'exclut pas que l'armée adopte une attitude ferme en ce qui concerne la sécurité nationale. Les efforts de professionnalisation pourraient la détourner des préoccupations intérieures. La mission prioritaire — préserver les intérêts nationaux — pourrait donner aux missions extérieures de l'APL une apparence d'agressivité, notamment pour reconquérir les territoires perdus. Tel est le cas pour la question de Taiwan où l'APL n'engagera pas une action à travers le détroit sans l'approbation du Parti, car celle-ci ne servirait ni ses intérêts ni ceux de la Chine. Pourtant, son évaluation de la situation géostratégique diffère de celle des dirigeants civils. Les deux parties reconnaissent la nécessité d'accroître les efforts pour donner aux militaires les moyens d'agir. Toutefois, alors que le pouvoir politique envisage la possibilité d'une paix prolongée, l'armée évalue le pire des scénarios pour exiger de nouveaux moyens. Pour l'heure, il n'y a pas eu de désaccord majeur, mais ceux-ci pourraient surgir en période de crise. Le Parti devra alors se rallier aux côtés des militaires, s'il ne veut pas être accusé de trahir les intérêts nationaux. L'armée chinoise pourrait ainsi, à l'avenir s'affirmer davantage dans ses missions extérieures.

### 2.3 Armements dans d'autres pays

La carrière de l'armement est clairement apparue dans quelques pays de la région comme c'est le cas pour la position de défense des pays l'ASEAN et de Taiwan. Plus discret dans d'autres et pourrait dissimuler une position stratégique à moyen terme, le cas du Japon et finalement le cas le plus inquiétant pour son agressivité et dans le contexte général dans lequel il est développé est la Corée du Nord. Cette course compréhensible pour sauvegarder la sécurité nationale, lorsqu'elle est considérée sous un angle national, ne contribue pas nécessairement à la stabilité régionale, lorsqu'on la considère dans son ensemble.

#### 2.3.1 Les pays de l'ASEAN

Pour la seule période 1994-1996, les dépenses de défense pour les pays de l'Asean, à l'exception du Vietnam, ont crû en termes réels de 7 % pour atteindre 22 milliards de dollars en 1996. L'Indonésie et la Thaïlande (pour 700 millions de dollars chacun), Singapour (400 millions) et la Malaisie (350 millions) étaient parmi les onze premiers importateurs d'armes au monde. Sauf pour Singapour, ce développement, souvent désorganisé, mal planifié et peu coordonné, s'est opéré dans une

certaine incohérence, entretenue par une corruption endémique et la priorité accordée au prestige( par rapport aux voisins) au détriment de l'efficacité.

Cette situation a empiré après l'année 1997 et des tensions réelles à la limite de la confrontation ont commencé à apparaître entre ses membres comme cela a été décrit plus haut. La conjoncture générale n'y étant pas « favorable », aucun conflit franc n'a éclaté. Dans la plupart de ces pays, la gestion quotidienne des affaires publiques accorde la priorité à l'effort économique. L'arrivée au pouvoir de civils moins enclins aux dépenses militaires (notamment en Thaïlande et aux Philippines) confirme la baisse d'intérêt pour les questions purement militaires et une réorientation plus globale de la sécurité.

Les budgets militaires ont été réduits en raison des problèmes financiers. L'Indonésie par exemple a annulé toute une série de manœuvres conjointes avec ses partenaires extérieurs. La Malaisie a annoncé au dernier moment qu'elle ne participerait pas aux exercices Stardex menés au sein du FPDA (Five Power Defence Agreement) sous prétexte que ses bases (notamment la base aérienne de Butterworth) ne seraient pas exploitables pendant cette période (1998). Les exercices conjoints Thamal entre la Malaisie et la Thaïlande ont été annulés en juin 1998. Sur le coup, certaines des réunions au niveau des états-majors ont été ajournées sine die. Enfin, les exercices Cobra Gold, qui se sont tenus en mai 1998 entre les forces thaïes et américaines, ont été financés occasionnellement aux quatre cinquièmes par les Etats-Unis. En Malaisie, non seulement les exercices deviennent rares mais les autorités ont demandé aux militaires de rester chez eux (ou à la mosquée) quand cela est possible. En Thaïlande, le commandant en chef des forces armées, le général Mongkol Ampompisit, a évoqué «la banqueroute de l'armée de l'air», car depuis près d'un an, les heures de vol sont limitées à deux par pilote et par mois. Le premier porte-hélicoptères acheté en Espagne, le « Chakri Naruebet » reste à quai quand il ne fait pas sa sortie mensuelle de 48 heures. Il n'a participé à aucun exercice annuel. Partout ailleurs, l'entraînement se limite aux seuls exercices de routine.

La plupart de ce qui est pédieux d'armements sont annulés ou sont réduits comme par exemple la Thaïlande a annulé la commande de huit F/A18 qu'elle avait passée à MacDonald Douglas en 1996. En revanche, Singapour a maintenu ses achats pour un peu plus de 6 milliards de dollars en 1997, les a même élargis aux hélicoptères d'attaque et s'intéresse à ce titre aux « Tigre » franco-allemands. Brunei non plus n'a pas remis en cause les commandes passées avant la crise. L'armée de l'air a reçu en 2000 des avions de combat légers Hawk 2000 de British Aerospace et la Marine quelques bâtiments de guerre. La Malaisie, l'Indonésie et les Philippines ont quant à elles, maintenu leurs commandes à l'usage de la sécurité intérieure. Pour lutter contre la piraterie et la contrebande qui se sont développées dans la région. La Marine philippine n'a pas annulé sa commande de patrouilleurs, des corvettes lance-missiles et des hélicoptères. L'armée philippine a initié en 1996 un programme de modernisation pour lequel elle a lancé en avril 1998 un certain nombre d'appels d'offres. La Malaisie continue à investir sur l'amélioration de son réseau radar de contrôle. Elle a toutefois réduit de 27 à 6 le nombre de patrouilleurs (classe Mexo)

qu'elle avait commandés auparavant. Enfin, pour assurer des missions dans les provinces éloignées, l'armée de l'air a acheté des hélicoptères d'occasion. Elle a aussi décidé de maintenir l'achat de seize avions de combat Hawk 2000 (pour un montant de 265 millions de dollars).

Dans certains pays les effectifs des armées sont également réduits : les forces armées philippines ont engagé sur 15 ans une baisse de 15 000 hommes (sur 65 000). L'armée thaïlandaise a annoncé une réduction de 75 % du nombre de ses généraux sur dix ans alors qu'ils étaient au nombre de 1400.

Avant la crise déjà, la coopération militaire entre les pays de l'ASEAN n'était pas des plus exemplaire. Les tensions qui sont survenues au lendemain de celle-ci et les méfiances mutuelles qui en ont résulté l'ont sérieusement éprouvée. D'un autre côté, cette même crise a mis en évidence, la nécessité d'une coopération en matière de sécurité, indispensable pour la stabilité régionale mais aussi pour assurer les sûretés nationales.

### 2.3.2 Le Taiwan

Taiwan, compte tenu de sa superficie, sa population et son contexte géo-stratégique, possède aujourd'hui une armée de 370 000 hommes (17% de la population), d'un budget de 11 milliards de dollars, soit plus de 4 % de son PIB (273 milliards de dollars)<sup>14</sup> paraît surdimensionnée. Les programmes militaires taiwanais majeurs traduisent sa volonté à dissuader et si c'est nécessaire, s'opposer à une agression chinoise. Ainsi, les forces terrestres qui sont disposées à 80% sur l'île même s'entraînent en permanence à faire face en priorité à une éventuelle invasion.

Depuis 1997, elles mènent une restructuration ambitieuse visant à améliorer leurs capacités opérationnelles et celles de réaction rapide. L'acquisition des équipements cible des matériels très performants : les chars M-60 A3 (en cours d'acquisition), 68 hélicoptères (42 AH-1W et de 26 OH-58D Kiowa de reconnaissance) ou encore des missiles de défense sol-air. En matière de missiles, les forces armées taiwanaises ont mis en œuvre le MADS (Modified Air Defence System), la version améliorée du système d'armes Patriot américain (le Tien Kung) et possèdent des missiles Chieng Feng, pouvant véhiculer des têtes chimiques. L'aviation taiwanaise possède 300 avions de quatrième génération (c'est à dire principalement armés de systèmes de tir au-delà du champ visuel et de missiles actifs) et ses munitions sont de grande qualité (les AA-11 ARCHER et AA-10 ALAMO). Ses 150 F-16 d'origine américaine armés d'AIM-7M SPARROW SAR, de AIM-9P4 et de AIM-9S, ses 130 avions de chasse de conception nationale de quatrième génération et ses 60 Mirage 2000-5 équipés de missiles MICA, à radar actif, et de missiles air-air MAGIC à autodirecteur infrarouge en sont le témoignage.

En outre, son système d'Air Defence Early Warning est déjà opérationnel et forme un ensemble homogène avec ses appareils de combat et son réseau de missiles sol-air. La marine taiwanaise est elle aussi en pleine évolution. L'acquisition de sous-marins est une des ses plus hautes priorités pour renforcer

---

<sup>14</sup> BAPTISTE Savin, La course aux armements en Asie orientale, [www.etudiant.ch/upload/documents](http://www.etudiant.ch/upload/documents)

ses deux sous-marins de conception récente (ZVAARDVIS, de fabrication hollandaise). Sa flotte de surface a récemment été renforcée de frégates très modernes : les « Lafayette », des frégates dérivées des Perry américaines et les Knox, alors que celle-ci compte déjà de nombreux bâtiments. Enfin, les experts considèrent qu'elle possède potentiellement la capacité de développer l'arme nucléaire à partir de son savoir-faire civil.

Ses accords de défense avec les Etats-Unis (Taiwan Relations Act) et son intégration dans le programme « TMD » au même titre que le Japon et la Corée du Sud assurent la protection de Taiwan sans laquelle l'île serait depuis longtemps récupérée par la Chine malgré son armement. Sa situation politique et stratégique semble encourager son armement de façon aussi massive. Mais la protection américaine, motivée par la nécessité géopolitique de ne pas voir l'île se rallier au continent, avec tous les bienfaits économiques, technologiques, financiers et autres qu'elle pourrait lui apporter, relativise la pertinence d'un tel arsenal qui semble disproportionné par rapport aux données réelles de sa situation.

### 2.3.3 Le Japon une ascension militaire silencieuse

L'analyse de l'armée japonaise et la doctrine officielle, permet de mettre en avant une situation paradoxale:

Depuis 1954, année où les forces armées Japonaises ont été recrées jusqu'à la fin de la guerre froide, la défense du Japon s'est structurée autour de trois axes : L'existence d'un ennemi identifié : l'URSS, d'un allié exclusif : les Etats-Unis et de ressources budgétaires abondantes grâce au développement économique. Si l'ennemi s'est effondré, le Japon bénéficie encore du soutien militaire américain sur lequel il repose depuis la fin de la guerre et est tenu par conséquent d'aligner sa doctrine militaire sur celle des Etats-Unis.

Tout en continuant à prêcher une politique militaire d'autodéfense, le Japon maintient sa politique de sécurité orientée vers l'augmentation de son rôle actif dans les domaines politique, économique et militaire. Cherchant à occuper une position internationale en tant que puissance, il cherche à devenir un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans ce cadre, il offre son aide financière et militaire pour favoriser le renforcement de la sécurité internationale. Il multiplie la participation de ses forces d'autodéfense aux opérations de maintien de la paix et déploie beaucoup d'efforts pour l'établissement d'un système de sécurité et de coopération multilatérale visant à prévenir les conflits régionaux. D'un autre côté, il cherche à renforcer ses capacités militaires afin de rendre sa défense indépendante le cas échéant et avoir la possibilité de contrôler des crises.

Il suit alors une politique d'armement soutenue mais discrète pour ne pas susciter la méfiance des pays voisins.<sup>15</sup> Il élargit peu à peu son rôle militaire par un renforcement qualitatif mais aussi quantitatif de ses forces en mettant à l'avant, comme pour rassurer, les trois principes constitutionnels de non-nucléarisation (pas de production, pas de possession et pas d'introduction). Mais les chiffres sont

---

<sup>15</sup> BONIFACE Pascal, L'Année stratégique 2001. Editions Michalon. Paris 2000, p.648

éloquent. Avec un budget de défense de 47 milliards de dollars, le premier de la région et le second dans le Monde, représentant 1% du PNB et en hausse de 15% sur la décennie, et une armée de 250 000 hommes, le Japon se démarque de ses voisins par son avance technologique importante<sup>16</sup>. La menace brandie de la Corée du Nord (attisée par les tirs d'essai de missiles) a poussé le pays à se doter d'un dispositif anti-missiles basé sur ; Des batteries de missiles Patriot, d'avions radars AWACS et d'un projet de Théâtre spatial de défense (actuellement en phase de réalisation). En outre, le Japon projette de se doter d'un porte-avions, de ravitailleurs en vol et compte moderniser sa flotte sous-marine. La flotte japonaise actuelle est la deuxième de la région (après celle des Etats-Unis) et la 4<sup>ème</sup> du monde. Elle ne cesse de se renforcer par l'acquisition de croiseurs lance-missiles de 7200 tonnes, d'engins de débarquement et autres équipements. Enfin, l'industrie de défense japonaise est techniquement la plus avancée de la région et fabrique en pleine autonomie ; 100% de ses blindés, de son artillerie et de ses armes légères, 90% de ses navires, 75% de ses avions et 55% de ses missiles.

Sa politique militaire repose sur deux grands piliers : la capacité des forces d'autodéfense et le système d'opérations combinées nippon-américains. En maintenant les relations de l'alliance avec les Etats-Unis au travers de la «nouvelle déclaration américano-japonaise» et du «principe de la coopération de la nouvelle défense américano-japonaise », le Japon veut élargir, à long terme, son rôle politico-militaire dans la région par le renforcement de sa technique de pointe.<sup>17</sup>

### 2.3.4 Développement des missiles par la Corée du Nord

La Corée du Nord met en marche le projet des missiles TAEP'O DONG pour exercer un chantage militaire sur la Corée du Sud, le Japon et EU et pour dévier l'attention de son opinion publique sur la faillite du système communiste dans le pays. En effet, jusque dans les années 80, la Corée du Nord pouvait effectivement être considérée comme un Etat terroriste ou « rogue state », sans constituer une véritable menace militaire ou nucléaire. En mai 1993, elle a procédé à titre d'essai, au tir de trois missiles balistiques (d'une portée de 650km) en mer du Japon. Mais ce sont les évolutions récentes qui sont porteuses d'inquiétudes. Les essais du missile balistique « Taepo-dong 1 », d'une portée de 1000 km qui a survolé la région d'Osaka au Japon le 31 août 1998 avant de s'abîmer dans le Pacifique, ont été pris très au sérieux. En effet par ces essais, la Corée du Nord a prouvé sa capacité de menacer le Japon. Même s'elle n'est pas encore capable de produire l'arme nucléaire sur laquelle il continue à mener des recherches, elle peut dès à présent prétendre mener une guerre biologique ou chimique. C'est de plus un pays dont les forces armées, fortes de 1.130.000 hommes (la deuxième après la Chine représentant près de 10% de la population), comptent près de cent mille hommes appartenant à des troupes spéciales, dont les missions et les équipements restent largement méconnus, en dehors de l'appartenance d'une partie, aux services de renseignement et à la force sous-marine<sup>18</sup>. En outre ; elle possède 1000 missiles SCUD moyenne portée et 4200 chars. Enfin, ce pays refuse de signer de nombreux traités en matière de contrôle

---

<sup>16</sup> BAPTISTE Savin, La course aux armements en Asie orientale, [www.etudiant.ch/upload/documents](http://www.etudiant.ch/upload/documents)

<sup>17</sup> NIQUET Valérie, Intervention en la 9<sup>ème</sup> session de Séminaire de Géopolitique (premier partie « La Chine ». CID. Paris, 11-03-04

<sup>18</sup> CALDER, Kent. Asia's deadly triangle. Braeley, London 1998

nucléaire et n'en applique pas les restrictions. Le Conseil de Sécurité a demandé dans ce cadre des sanctions économiques qui n'ont pas été infligées.

Les États-Unis ont une attitude plutôt conciliante sur les questions des missiles et du nucléaire en Corée du Nord.<sup>19</sup> A l'arrière-plan de cette politique d'indulgence, il semble qu'il y ait non seulement l'intention de vouloir transformer la Corée du Nord en pays stable, mais aussi la volonté politique de contrôler à longue échéance la Chine et le Japon. Orienter la Corée du Nord vers un système qu'ils maîtrisent permettrait aux États-Unis de brider d'éventuelles velléités hégémoniques chinoises et japonaises.

---

<sup>19</sup> NIQUET Valérie, Intervention en la 9<sup>ème</sup> session de Séminaire de Géopolitique (deuxième partie « La Corée du Nord »). CID. Paris, 11-03-04

## CONCLUSION

La crise asiatique est un des événements les plus importants de la région asiatique, qui n'a pas été uniquement confinée au Sud-est asiatique, mais a aussi laissé des traces en Europe et l'Amérique. Les problèmes économique et politique sont d'une grande complexité à un tel point qui rendent la zone instable et continue en étant très polémique.

La crise économique asiatique a mis en évidence quelques positions géopolitiques et a spécifié aussi beaucoup d'attitudes qui étaient restées ambiguës jusqu'à présent, malgré ceci, toutes ces positions ne sont pas dues à la crise. Les conflits et des crises qu'ils étaient restés occultes pour protéger le développement économique et social sont apparus de manière interne, bilatérale et multilatérale. Elle a en outre donné aux pays touchés, la mesure réelle des interdépendances régionales dans leur expression aussi bien bénéfique que contraignante. Elle a aussi montré les carences de la seule instance de concertation de la région du Sud-Est asiatique (ASEAN) et la nécessité de lui faire jouer le réel rôle sécuritaire qui a toujours été occulté surtout entre Etats membres. Les autres organisations telles que l'APEC, l'ARF, le CSCEA ou l'ASEM, palliatifs à une ASEAN impuissante, ne doivent constituer que des instances complémentaires à son action régionale.

La Russie avec l'éloignée de ses forces a démontré la volonté de ses dirigeants de mettre de l'ordre dans ce pays. La Russie a profité de l'occasion pour la reconsolider l'État, redémarre l'économie ainsi que l'amélioration du climat social. Les hautes tensions de l'utilisation de l'arme nucléaire ont diminué avec cet éloignée et ont augmenté les relations avec la Chine.

La Corée du Nord qui connaît une situation interne très dégradée, use du chantage balistique ou « nucléaire » sur son voisin du Sud et sur le Japon, pour les contraindre par Etats-Unis interposés à résoudre ses problèmes.

Le Japon qui n'arrive pas à s'imposer comme une puissance régionale, renforce considérablement mais discrètement son potentiel militaire avec une finalité qui reste ambiguë. Il fait également allusion à la remise en question de son statut d'autodéfense et les Etats-Unis ne semblent pas en être surpris. Ce qui inquiète la Chine. Est-ce dans une perspective de contenir la Chine de connivence avec la politique régionale américaine ? Ceci n'est pas fait pour diminuer les tensions locales. Ou encore pour jouer un rôle régional plus actif ? Ce qui n'enthousiasme pas particulièrement les autres puissances en présence.

La Chine profite de l'occasion pour essayer de combler les vides régionaux causés par le retrait de des autres puissances. Elle développe son économie et aussi ses forces armées en démontrant ses ambitions de puissance sur la région. Leurs niveaux restent en deçà de ses ambitions mais elle tente de

présenter une image de puissance virtuelle, pour garder ses acquis actuels. Sa prudence quant aux actions qu'elle entreprend dans cette région reste de mise. Elles sont ciblées et mesurées. Son plus important enjeu reste Taiwan. Si les modalités de son ralliement à la Chine sont négociables, elle n'admettra aucune concession sur son principe. La présence américaine dans cette région va à l'encontre des aspirations chinoises. Le projet « Balistique Missile Defence » est très contesté et la Chine y voit la continuité de la guerre froide. Elle établit alors des alliances stratégiques avec la Russie, la Corée du Nord et démontre davantage d'ouverture envers les pays de l'ASEAN. En présentant une façade de puissance virtuelle, la Chine tente de gagner du temps pour se donner davantage de moyens de s'imposer.

Pour les Etats-Unis cette zone est d'un grand intérêt économique et stratégique C'est pour ça qu'ils n'ont pas des intentions d'abandonner cette région. Ils maintiennent un grand contrôle dans la zone à un tel point que leurs actions conditionnent l'avenir en Asie orientale et l'équilibre des forces reste largement en leur faveur de par leur puissance économique, militaire, technologique et humaine. Toutefois un certain conflit régional pourrait les insérer et laisser leur des conséquences graves. Le statu quo qu'ils arrivent à maintenir est un moindre mal, sans lequel cet espace plongera dans un climat d'hostilité dont les nombreux pays émergents seront les premières victimes et les grandes puissances se livreront à une guerre sans merci. Ses répercussions peuvent être très graves sur l'ensemble du système international. Si les autres puissances en place contestent la position qu'occupent les Etats-Unis actuellement, en cas de vacance -ce qui semble improbable-, aucune n'y admettra la prédominance de l'autre.

Finalement seulement la volonté des quatre puissances influentes (les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon) pourrait établir et garantir un équilibre régional comme modèle d'un système international. L'Asie orientale est encore un espace étendu et riche de progrès mais est nécessaire de continuer à augmenter les échanges et la coopération économique multinationales.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages :

-BOISSEAU du ROCHER, Sophie, -« L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est »-, l'Harmattan, Paris 1998.

-BONIFACE, Pascal (dir), -« l'Année stratégique 2001 »-, Michalon, Iris, Paris 2001.

- BOISSEAU DU ROCHER, Sophie: « L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est », l'Harmattan, Paris, 1998.

-CORDELLIER, Serge, DIDOT, Béatrice (dir), -« l'Etat du monde 2001 »-, La Découverte, Paris 2001.

-DUFOUR, Jean-François, -« Géopolitique de la Chine »-, Complexe, Bruxelles 1999.

-GOLDFIEM, Jacques de, -« Sous l'œil du dragon »-, Les 7 épées, Paris 1988.

-LEFEBVRE, Maxime, -« Le jeu du droit et de la puissance. Précis de relations internationales »-, Presses universitaires de France, Paris 2000.

-ZAKI, Laidi (dir), -« Géopolitique du sens : l'émergence d'un espace de sens en Asie du Sud-Est »-, Desclée de Brouwer, Paris, 1998.

-POSTEL-VINAY, Karoline, « Le Japon et la nouvelle Asie, Presses de Sciences PO.

-GOEDMENT François, « Une paix asiatique est-elle possible sans architecture régionale ? », Politique Etrangère 1/2001

-DESTEXHE Alain, Corée du Nord, voyage en dynastie totalitaire  
Broché, octobre 2001

-BIDET Eric, La Corée : deux systèmes, un pays.  
Le Monde poche Marabout, Paris 1999

-SEGAL Gerald, China's options against Taiwan are limited, Foreign Affairs Opinion, 18 August, 1999.

### Périodiques :

-RAILLON, François, -« La Crise Asiatique une victoire pour l'Amérique »- Revue Futurible, N° 231, 1998.

-MONIER, Claude, -« Défense dans le Monde »-, Défense Nationale, mars 2000.

- BERG, Eugène, -« L'Asie Pacifique, Nouveau Centre du Monde ? »-, Défense Nationale, N°3, mars 1997.
- LEHMANN, Jean-Pierre, « Problèmes Economiques, une crises pluriel », La Documentation Française. N° 2613. 1999
- DANJOU François, -« Relations Chine-Taiwan », Revue Défense Nationale, août-septembre 1998.
- DELPECH, Thérèse, -« La Chine, ses voisins et la démocratie »-, Politique Internationale, N°87, 2000.
- GILBERT, François (dir), -« Crises et Conflits en Asie »-, Relations Internationales, N°27, 1997.
- LEBLANC, Claude, -« La marine chinoise, nouvel outil diplomatique du gouvernement chinois »-, Relations internationales et stratégiques, hiver 1993.
- LEE, Seung-keun, -« La stratégie militaire des quatre puissances de l'Asie du Nord-Est et le choix coréen »-, Hérodote, N°97, 2<sup>ème</sup> Trimestre 2000.
- MAYAUDON, Pierre, -« L'avenir des forces armées Japonaises »-, Futuribles 1997.
- MONIER, Claude, -« Vers une modification des relations stratégiques de l'Asie du Sud-Est ? »-, Défense Nationale, N°2, février 2000.
- NIQUET, Valérie, -« Chine-Japon : la montée des rivalités en Asie »-, Défense Nationale, N°7, juillet 1995.
- NIQUET, Valérie, -« Chine-Russie : quel partenariat stratégique ? »-, Revue Internationale et Stratégique, N°38, 2000.
- NIQUET, Valérie, -« Les fondements de la stratégie Chinoise »-, Hautes Etudes Stratégiques, N°8, Economia et Institut de Stratégie Comparée, 1997.
- NIQUET, Valérie, -«Les relations sino-japonaises, facteurs de crise et volonté d'apaisement»-, Relations Internationales et Stratégiques, N° 27, automne 1997.
- RAILLON, François, -« La Crise Asiatique, une victoire pour l'Amérique »-, Futuribles, N°231, mai 1998.
- ADDA , Jacques : « La mondialisation de l'économie », Collection Repères, La Découverte Ed. Paris 1997.

Site Internet:

- [www.aseansec.org](http://www.aseansec.org)
  - History and Evolution of ASEAN
  - Hanoi Declaration of 1998
  - Hanoi declaration of 1998
  - Association of SouthEast Asian Nations : An Overview
- [www.guerre.rojivaro.host.sk](http://www.guerre.rojivaro.host.sk)
  - Le Japon deuxième puissance économique du monde
- [www.gobalsecurity.org](http://www.gobalsecurity.org)
  - China nuclear forces
  - Missile DF-31, DF-11, DF-41
  - Missile CSS-N-3
- [www.cdiss.org](http://www.cdiss.org)
  - Ballistic Missile Holding by Country
  - Current Missile News
- [www.fineprint.com](http://www.fineprint.com)
  - La course aux armements en Asie Orientale
- [www.fas.org](http://www.fas.org)
  - Missile-North Korea Special Weapons
- [www.ehess.fr](http://www.ehess.fr)
  - CIRPES- Le Débat Stratégique
- [www.etudiants.ch](http://www.etudiants.ch)
  - La course aux armements du Taiwan
- [www.monographias.com](http://www.monographias.com)
  - La Crise Asiatique, causas y desarrollo